

VIII

Frédéric Boccara
et Denis Durand

■ La logique de financement de notre programme

La logique économique proposée par Fabien Roussel n'est pas une simple relance par la demande, dans la tradition des politiques de gauche. Un choc de demande mais aussi de l'efficacité de l'offre (sécurisation de l'emploi et de la formation) engendre en cinq ans les richesses nécessaires à la réalisation des objectifs sociaux, écologiques, féministes visés par le programme.

Le fond de notre logique, c'est l'emploi, les salaires et la formation « d'abord », appuyés par un investissement conçu autrement. Cela va développer efficacement (en baissant d'autres coûts, ceux du capital, et en répondant aux besoins) la production des entreprises et des services publics, et donc progressivement dégager de façon pérenne les moyens de « nouveaux jours heureux ».

Cela représente une révolution du travail, de l'emploi et du temps libre pour aller vers une « sécurité d'emploi et de formation » dans une mobilité choisie, au lieu de la « précarité, emploi mal payé et chômage », dans une mobilité imposée par le patronat et la loi du profit.

Les propositions sociales et écologiques de notre programme exigent des dépenses nouvelles importantes (embauches dans les services publics et les entreprises, salaires, investissements écologiques, revenu étudiant, égalité salariale, etc.):

- 113 milliards d'euros de plus par l'État et les collectivités;
- 30 milliards d'euros de plus par la Sécurité sociale;
- mais aussi 237 milliards d'euros de plus par les entreprises.

Une logique vraiment nouvelle

Un choc double : choc de demande et choc d'efficacité de l'offre. Le choc de demande, ce sont les revenus distribués. Le choc d'efficacité, c'est de développer la production par des dépenses de développement (embauches, recherches, investissements, services publics) en baissant les coûts autres que ceux « du travail ». Il s'agit d'économiser le capital pour développer les femmes et les hommes et de mutualiser les dépenses (coopérations).

Nous faisons ainsi tout le contraire de la baisse du coût du travail et des dépenses sociales, tout le contraire de ce qui s'est pratiqué depuis des décennies !

Les coûts du capital dans toute l'économie auxquels on s'attaque, c'est notamment les intérêts bancaires payés par l'État (40 milliards d'euros, actuellement) et les entreprises (60 milliards d'euros d'intérêts bancaires) et leurs dividendes.

Pour cela, nous faisons des réformes de structure qui permettent de s'assurer que cette nouvelle logique est mise en œuvre, à la fois *ex ante* mais aussi dans le suivi et l'ajustement au fur et à mesure. Ces réformes donnent des pouvoirs démocratiques nouveaux sur l'utilisation de l'argent et son suivi. Elles permettent donc aussi de s'assurer que ces avances monétaires auront l'effet voulu.

Premier temps, le financement des dépenses engagées dès le début du quinquennat

1. **Avances** : pôle public bancaire élargi refinancé par la BCE, alimentant un fonds de développement économique social et écologique (FDESE). +200 milliards d'euros de crédits bancaires aux entreprises et +290 milliards d'euros du FDESE pour les services publics.

2. **Réorientation de dépenses publiques** existantes (exemple : la superbonification de crédits aux PME/TPE à la place du CICE).

3. **Nouvelle fiscalité** (on fait payer la finance des entreprises et des ménages + on rétablit plus de progressivité des impôts sur les ménages, notamment les très riches + on module la fiscalité des entreprises et de l'ISF pour obtenir des résultats sociaux et écologiques, avec des surcotisations, des sur-taux).

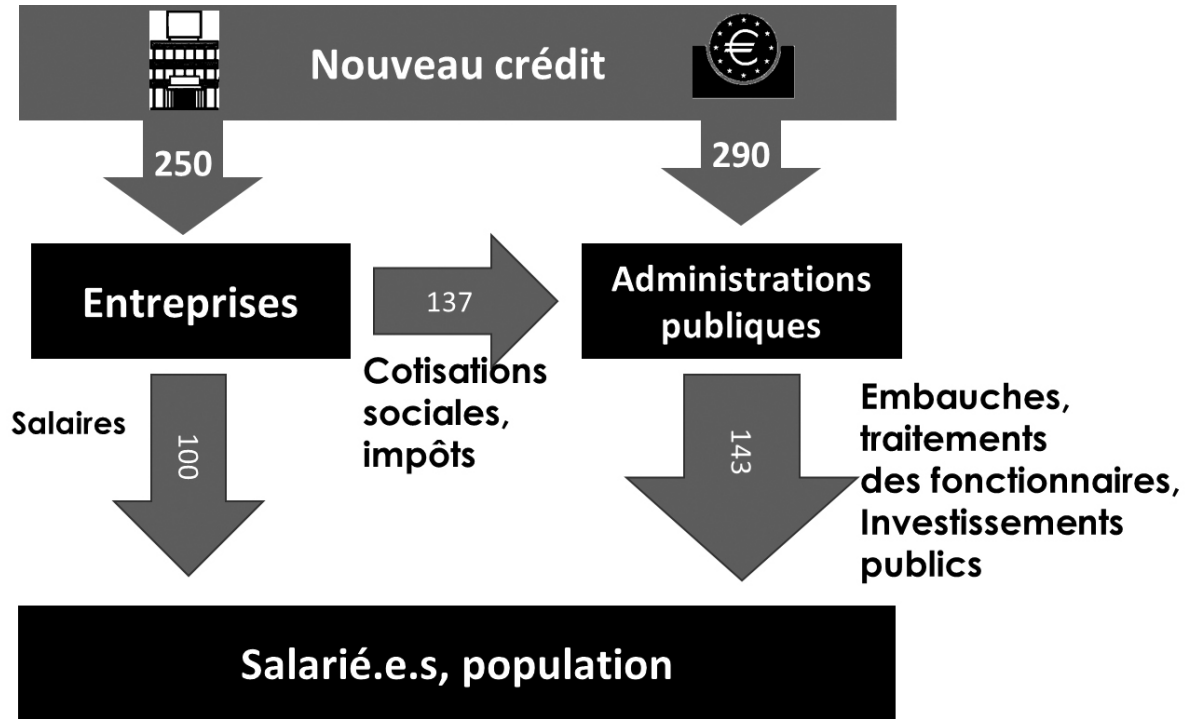
4. **Mutualisation** des dépenses par les cotisations sociales et la coopération.

En parallèle, les réformes de structure permettent de s'assurer que ces nouvelles dépenses suivent effectivement une autre logique !

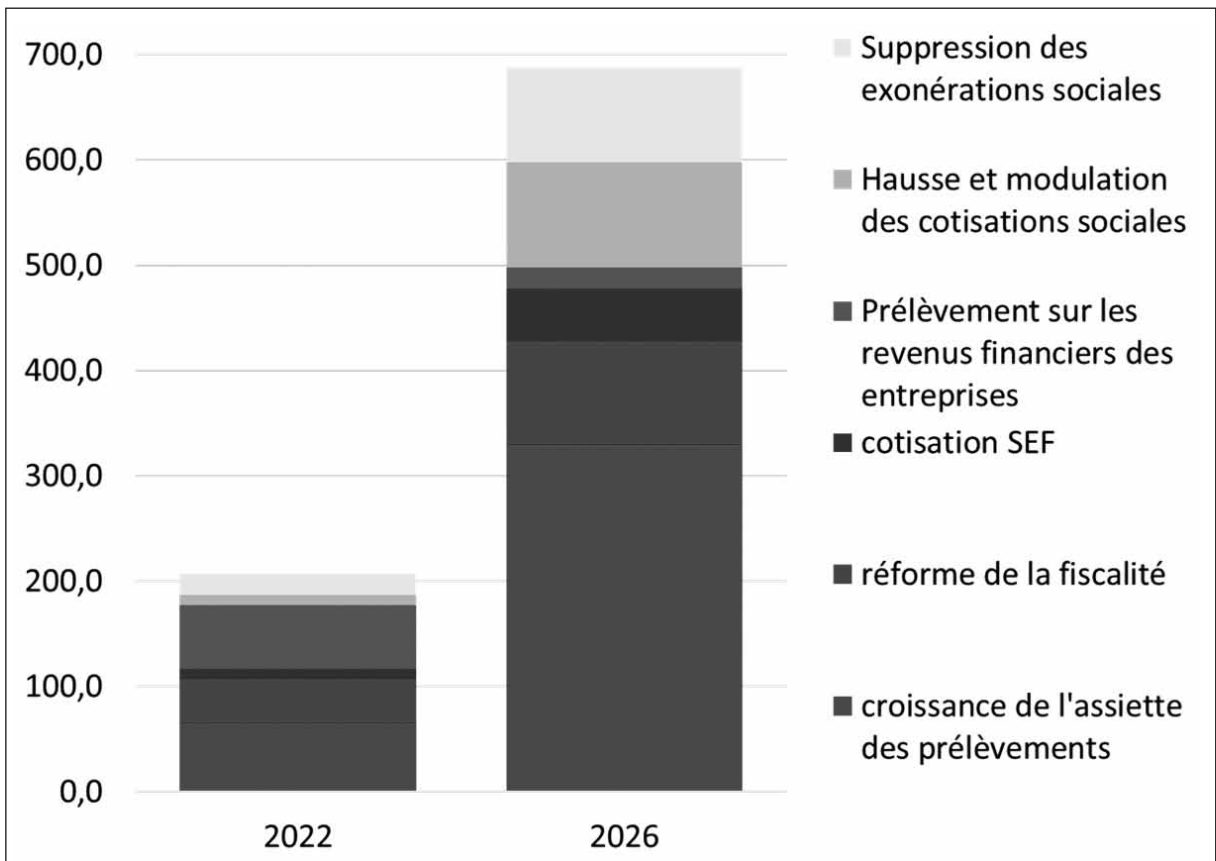
– Pôle public du crédit et création du FDESE (Fonds de développement économique, social et écologique).

– Partout, des critères sociaux et écologiques – bonifications de crédit et modulations (surcotisation, sur-taux d'impôt) – pour que les entreprises développent l'emploi et les productions en France au lieu de développer les dividendes et les délocalisations.

Les dépenses supplémentaires des entreprises et des administrations publiques dans la première année du quinquennat (milliards d'euros)



Pour l'État et la Sécurité sociale, la moitié des recettes nouvelles dans la dernière année de la législature provient de la croissance de l'assiette des prélèvements (milliards d'euros).



– Des nationalisations nouvelles (avec des pouvoirs étendus des travailleurs et usagers) des banques et de plusieurs entreprises stratégiques industrielles et de services, comme levier décisif pour changer la gestion des entreprises et du crédit des banques (autre utilisation du crédit et des excédents des entreprises que pour nourrir les actionnaires et le capital).

– Des conférences permanentes pour l’emploi, la formation et la transformation productive écologique, nouvelles institutions démocratiques : (a) planification démocratique à partir du terrain jusqu’au national, (b) engagements pris par les entreprises et banques, (c) levier financier, (d) suivi de la mise en œuvre (bonifications renforcées ou pénalisations).

– Dès les débuts du quinquennat, une loi sera adoptée pour aller vers une « Sécurité d’emploi et de formation ». Elle confèrera un rôle nouveau au service public de l’emploi et de la formation (SPEF), doté de moyens amplifiés.

– De nouveaux traités internationaux (à la place du Tafta, notamment) et nous tendons la main à tous les pays de l’UE (peuples et dirigeants) pour de nouvelles relations en Europe (sortir du pacte d’austérité) et un Fonds européen démocratique pour les services publics et l’écologie, financé par la BCE.

Deuxième temps, l’activité permet donc de produire cette richesse avancée, puis d’auto-financer progressivement ce développement nouveau (en 5 ans : 650 milliards d’euros supplémentaires de PIB)

La masse élargie de richesses créées va ensuite alimenter les recettes des entreprises, de l’État, améliorer la consommation populaire et l’accès aux services publics, donc le niveau de vie. La politique nouvelle de l’offre permet la reconquête du marché intérieur et des coopérations internationales d’un type nouveau.

Pour les entreprises, le surcroît d’activité et de ventes dégage une valeur ajoutée et un « excédent » plus élevés. Cet « excédent » avant profits est utilisé pour une part croissante en hausse des salaires, en contributions sociales (sécu) tandis que les dividendes et les profits accumulés diminuent. Ce qui reste aux entreprises, comparé aux besoins d’investissements, est de l’ordre de grandeur de ce qui a été observé ces dernières années. Nous baissions leur coût du capital. C’est le crédit qui apporte la différence.

